

# Le Parti de Gauche : questions, ambiguïtés, certitudes

mardi 16 décembre 2008, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2008).

**Avertissement : Le parti de Gauche a proposé « d'élargir » l'alliance en cours de construction avec le Parti Communiste en vue des élections européennes. Le texte qui suit n'aborde pas cette question qui est en discussion au sein du NPA, mais s'attache à la discussion de fond, dépassant les péripéties tactiques d'une élection précise.**

## Sommaire

- [Le positionnement écologique](#)
- [Le « dépassement du capitalisme »](#)
- [De la République Sociale](#)
- [De l'alliance avec le PS](#)

Le Parti de Gauche (PG) lancé par Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez tiendra son congrès au début de 2009. C'est à ce moment là que l'on pourra juger de son programme et de son profil dans le détail. On sait déjà que c'est une bonne nouvelle que cette rupture, même tardive, qui renforce le camp de ceux qui ne baissent pas l'échine face à Sarkozy. Mais restent les discussions sur le fond.

Dans l'immédiat, seul un « 4 pages » donne des indications (la plupart des citations ci-dessous en sont tirées). Dans la loi du genre, ce document mêle des propositions immédiates (qu'au NPA on appelle « plan d'urgence ») et des formules d'ambition plus générale. Dans ces conditions, les commentaires ci-dessous prennent le risque parfois de verser dans le procès d'intention. Que les militant-e-s du PG veuillent bien ne pas en prendre ombrage, il leur suffira alors de lever les malentendus. D'une manière plus générale, c'est ce qui explique le titre de cette contribution. Il y a de vraies demandes de clarification qui se posent à la lecture de ce court texte, et il y a ce qui m'apparaît (peut-être à tort donc) déjà comme des ambiguïtés. Puis il y a quelques certitudes qui résument l'essentiel des débats stratégiques qui, pour l'heure, séparent le NPA du PG.

## Le positionnement écologique

Dès son lancement, le PG a tenu à se positionner clairement en faveur d'une « politique écologiste ». Ainsi le document du PG résume : *« Il promeut une politique écologique basée sur un autre modèle de développement économique, social, environnemental à l'opposé du modèle productiviste... Nous affirmons l'urgence de changer rapidement les modes de consommation et de production forgés par le capitalisme. Nous nous prononçons pour une planification écologique au service d'un autre développement, d'un « alterdéveloppement ».*

Malheureusement, on ne sort en rien des généralités en répétant ce qui relève désormais du tout venant de tous les discours des partis politiques, de gauche comme du centre et de la droite. Le PG est-il favorable aux conclusions du Grenelle de l'environnement, salué en son temps par le PS et aussi par le PC et les Verts ? Est-il favorable en particulier à la marchandisation de l'air et à

l'instauration de mécanismes capitalistes pour faire face à la crise écologique (taxe carbone par exemple) ? Le reste de son positionnement « altermondialiste » laisse supposer que non. Ça ira mieux en le disant. Mais si c'est dit, on voit mal comment, sur une question aussi décisive, l'alliance stratégique en cours avec le PCF pourrait ne pas en souffrir. De plus (et surtout) on ne sait pas que les camarades du PG aient une position nette sur le nucléaire. Sur France 24 Jean-Luc Mélenchon déclarait : *« En France, nous avons un métro d'avance avec le nucléaire (même si le nucléaire pose des grands problèmes). Mais nous devons aussi faire deux choses : premièrement, sortir de la consommation du pétrole, et, deuxièmement, sortir du nucléaire »*. Le « aussi » donne toute l'ambiguïté de la position. Dans un cas (« un métro d'avance ») le PG fait partie de la même famille que le PC, et le même mouvement l'éloigne pour le coup non seulement du NPA, mais de toute possibilité de prendre au sérieux les déclarations « écologistes » du nouveau parti. Dans l'autre (« sortir du nucléaire ») il rejoindrait le NPA sur une question décisive, mais s'éloignerait autant du PCF.

### **Le « dépassement du capitalisme »**

Les porte-parole du PG ont multiplié les déclarations hostiles au système capitaliste. Déclarations bienvenues, mais qui demandent à être clarifiées. Il s'agit d'une question stratégique capitale : le PG est-il anticapitaliste au point d'en souhaiter le détruire ? Est-il partisan d'une société socialiste ? Dans le désastre que constitue l'évolution continue vers le centre du PS, on peut saluer à juste titre des déclarations qui sonnent fort contre le capitalisme. Mais ce n'est sans doute qu'un effet de miroir, et il n'est pas certain du tout que le positionnement réel du PG ne soit pas un pâle keynésianisme visant à endiguer le capital, ou, au maximum, au partage du pouvoir avec lui (la fameuse « économie mixte » alpha et oméga de la social-démocratie de l'après-guerre). Voilà ce qu'en dit le PG : *« En affaiblissant les moyens publics d'intervention économique, de solidarité et de redistribution, il veut substituer le client au citoyen, le contrat à la loi, la différenciation des droits au principe d'égalité et aux exigences de l'intérêt général. Pour atteindre l'objectif d'émancipation que nous visons, nous ne pouvons ni accepter ce système, ni nous contenter de l'amender et de l'humaniser ; nous devons le dépasser et proposer un autre développement qui fixe de nouvelles limites à la sphère marchande, ouvre de nouvelles perspectives à la sphère publique, propose de nouvelles formes de propriété de l'entreprise plus démocratiques, transparentes et plus relocalisées. Nous voulons engager de manière urgente la profonde redistribution des revenus entre le capital et le travail »*.

Bien entendu beaucoup de ce qui est dit est partagé au NPA, puisqu'il s'agit par là de limiter la nocivité du capitalisme. Mais au-delà ? Peut-on réellement définir un « intérêt général » qui dépasse la lutte des classes (dont au demeurant, on ne prononce pas le terme) ? Faut-il « dépasser le capitalisme » (formule identique à ce qui se dit désormais au PCF) ou faut-il une rupture ?

Les positions du PG sont, sur ce point, identiques à celles de Die Linke, présentées par Lafontaine lui-même comme celles d'une « vraie social-démocratie ». On ne peut pas se contenter de *« nouvelles formes de propriété de l'entreprise plus démocratiques, transparentes et plus relocalisées , d'un nouveau partage capital-travail »*. Il faut enlever la propriété aux grands capitalistes. Il est remarquable que les termes « classiques » du socialisme (« rupture avec le capitalisme », « nationalisation des grands moyens de production et d'échange », pourtant présents lors du Congrès d'Epinay du PS) ne soient pas utilisés. Sur ce point, décidemment, on ne peut pas classer le PG dans les anticapitalistes au sens commun du terme, qui signifierait non seulement qu'on en condamne les excès, mais les fondements mêmes.

Peut-être le programme plus complet qui sera adopté en 2009 sera-t-il plus précis. Mais il convient à

ce point de se souvenir que Jean-Luc Mélenchon n'a pas trouvé justifié de voter contre la nouvelle déclaration de principes du PS (celle qui achève la conversion écrite à l'économie de marché et élimine toute référence aux classes et à leurs luttes). Il s'est abstenu. Et pas pour de médiocres raisons tactiques. Il n'a cessé de revendiquer au contraire combien cette abstention était justifiée sur le fond, sans se décider à juger ce qui l'emportait entre ce qu'il condamnait et ce qu'il approuvait, dans un texte pourtant éclatant de reniements.

Tout cela a sa traduction dans l'extraordinaire modération des mesures proposées dans ce paragraphe particulier, qui n'apparaît « radical » qu'à cause du tapage médiatique de la pensée unique libérale, si justement attaquée par Mélenchon. Mais que nos ennemis communs s'effarouchent de la moindre critique sérieuse du capitalisme ne conduit pas, dans un débat de fond, à ne pas prendre au sérieux les positions très classiquement social-démocrates du PG. Ainsi ce qu'il convient de discuter avec nos camarades ne sont pas d'abord les rythmes ou les moyens : mais le but lui-même. Le but est-il plus « réaliste » que le nôtre (qui serait « utopique » donc) ? On sent bien que l'espoir du PG est le retour de la politique de l'après-guerre, sans saisir ce que, dans l'histoire du capitalisme, ces années ont d'exceptionnel. Notre conception est que l'espace pour une telle politique qui laisserait intacts les rapports de production (au sens fort du terme) du capitalisme est désormais réduit à la portion congrue. L'ironie de ce débat est que les analyses sur la crise de la social-démocratie du sénateur Mélenchon lui-même fournissent nombre d'arguments en ce sens. Mais voilà : on peut poser les termes de l'analyse de manière correcte et se perdre volontairement dans la suite de la démonstration, par simple peur de la conclusion inévitable.

## **De l'Europe**

S'il y a un thème qui agit comme un drapeau pour le PG, c'est bien la lutte contre l'Europe libérale, que nous avons menée en commun en 2005. Mais il y a une logique aux positions de fond adoptées, sur l'Europe aussi, soit que ces positions se situent dans la volonté de « dépasser » le capitalisme, soit, peut-être, que le PG cherche par avance à les rendre compatibles avec les positions du PCF (qui lui-même cherche à ne pas rompre de trop avec le PS, une chaîne mortifère sur laquelle je reviens ci-dessous), tout comme avec celles de Die Linke et du Parti de la Gauche Européenne (bien plus timorées).

Voilà ce que dit le PG : « *Nous voulons une réorientation profonde de l'Union européenne afin d'en faire un espace démocratique et social respectant la souveraineté populaire...Un processus démocratique doit enfin s'ouvrir pour permettre aux citoyens européens de faire prévaloir l'intérêt général* ». C'est tout ? C'est tout. Certes il faut y ajouter le rejet du Traité de Lisbonne. Mais alors, et les autres traités ? Mais la sortie de l'OTAN (et pas seulement le refus de la domination US) ? Encore « l'intérêt général » ? Pas de Constituante ? Ce dernier point d'ailleurs est décisif.

Le PG attire des souverainistes convaincus, hostiles évidemment à tout enracinement populaire, par en bas, à une entité dont ils réfutent le principe même. On ne peut pas lutter seulement contre la politique libérale actuelle de l'UE. Ce sont ses fondements mêmes qui sont libéraux. La seule issue pour aboutir à l'Europe sociale qu'on demande de concert, NPA et PG, est une mise à plat globale, donc une Constituante qui aura le loisir de dénoncer l'ensemble des bases constitutives de l'Union. Et cela non au nom d'un repli sur les frontières nationales, mais d'une ouverture internationaliste, européenne et mondiale.

## **Des élus et de leur cotisation**

« La cotisation élu est fixée à : 20 % des indemnités d'élu. » annonce fièrement le texte du PG. Prenons l'exemple d'un député européen, pour ne fâcher personne. Indemnité mensuelle (brut) : 6.952,91 € ; indemnité mensuelle représentative de frais de mandat : 3.500 € brut ; indemnité

journalière pour frais de bouche et de logement : 251 €. 20% de ceci, c'est pas mal. Mais à qui fera-t-on admettre que le député en question a vraiment besoin des 80% restant ? Pourquoi ne pas prendre une règle simple : les élus sont rétribués au salaire moyen du pays. Le reste va au parti qui lui a permis d'être élu. Trop simple peut-être ?

## De la République Sociale

Le chapeau qui coiffe ensemble l'appel à « l'intérêt général » (et non à la lutte de classes et à l'anticapitalisme) d'un côté, et de l'autre l'hésitation sur la profondeur de la révolution sociale et démocratique nécessaire en Europe, est ce qui fait le cœur de cible du PG, la « République Sociale ». Citations : « *Nous voulons une refondation républicaine de la démocratie... Nous entendons rétablir la prééminence de la démocratie parlementaire à l'opposé de la logique présidentielle, revaloriser la portée du suffrage universel et fonder une VI<sup>e</sup> République. Nous considérons que la défense et la promotion de l'égalité des droits se concentrent dans l'exigence intransigeante de la laïcité dans l'organisation républicaine de la société, ainsi que dans celle de l'égalité entre hommes et femmes.* ».

Dans l'histoire du pays, la référence à la République n'est pas vaine, certainement. Mais elle est et demeure ambiguë. La Montagne Jacobine dont Mélenchon se veut le successeur s'oppose à juste titre aux ancêtres de nos « libéraux », la Gironde. Mais la « *prééminence de la démocratie parlementaire* » que le PG revendique contre le présidentielisme (à juste titre) fut aussi, toujours, appelée à la rescousse contre toutes les révolutions, et pas plus tard qu'en juin 68. Faut-il rappeler que la Constitution de 1793 promulguait le « *droit à l'insurrection* », y compris contre l'Assemblée elle-même ? Certes l'ajout de « Sociale » à « République » n'est pas anecdotique. Mais ça dépend de quelle République on parle. Celle de la Commune de Paris (lancée elle aussi au nom de la République) n'est pas celle de Thiers (évidemment) mais pas plus celle de Clemenceau. Autrement dit, au-delà de la forme républicaine, c'est le contenu social et la forme d'organisation du pouvoir (d'en bas ou d'en haut ?) qui sont premiers.

La République Française réellement existante, telle qu'elle s'est imposée depuis la Troisième République, est consubstantielle du libéralisme politique et économique, comme d'ailleurs du colonialisme et de l'impérialisme. Rompre avec le capitalisme, aujourd'hui, suppose inévitablement de rompre avec la forme politique qu'il s'est choisi pour asseoir sa domination.

« *Intérêt général, intérêt du capital* » était-il crié dans les années 70. C'est vrai ou non ? On peut objecter, à juste titre, que l'évolution du capitalisme dans la phase globalisée et néo-libérale abandonne même le drapeau fictif de « l'intérêt général » ; et que toute émancipation socialiste ne doit pas prendre en charge le seul l'intérêt du statut de prolétaire, mais doit viser à émanciper la société toute entière, donc prendre effectivement en charge un réel « intérêt général ». Certes. Mais cette objection ne prend son sens que si l'on choisit d'abord l'option de la non compatibilité constitutive des rapports de production capitalistes avec toute émancipation réelle et durable.

Les conséquences de ces débats sont immédiates. J'en donne trois exemples. Que faire de la puissance militaire de la France ? Sommes nous pour un abandon unilatéral de l'arme atomique ? Plus profondément encore, sommes nous pour la condamnation de l'impérialisme français, certes moins puissant en général que l'étasunien, mais pas pour les populations qui en subissent directement les effets ? Sommes nous pour le droit à l'autodétermination des colonies de la France ?

Deuxième exemple, celui des « langues minoritaires » dont le droit à l'enseignement public a été combattu avec la dernière vigueur par Jean-Luc Mélenchon, allié pour l'occasion à des élus de droite. Question marginale ? Révélatrice en tout cas. La position de Jean-Luc Mélenchon est

totallement opposée à l'héritage qui est le mien (et j'espère celui du NPA), celui de la Commune de Paris. Laquelle, on s'en souvient, au titre toujours de la république sociale appelait à en finir avec la « République une et indivisible » au nom d'une « Fédération de Communes », librement associées. Et qui, de plus, instaurait un droit de révocation des élus et une démocratie de base.

Troisième exemple enfin, la question des étrangers. Des groupes issus du chevènementisme ont rallié le PG ou s'apprêtent à le faire. Et sur cette question, majeure, ils emportent avec eux l'hostilité au droit de vote des étrangers. On ne sait pas quelle sera la position du PG sur cette question. On sait en revanche que le sénateur Mélenchon s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur de ce droit de vote, et n'a pas manqué une occasion de soutenir le combat de RESF. Et c'est tout à son honneur. Mais il y a une logique à sa position « républicaine ». Il ne peut pas pousser cette position humaniste jusqu'à ce qui serait indispensable : la régularisation de tous les papiers sans condition et surtout la libre circulation et d'installation de tout être humain, pour commencer en France et Europe. Franchement, comment mener une campagne européenne conséquente si, à la directive de la honte que nous combattons ensemble, on n'oppose pas la seule position qui soit cohérente ? Sinon, comment éviter l'infamale spirale du « contrôle », donc de la police et de la justice, si on interdit ces droits d'une manière ou d'une autre ?

### **De l'alliance avec le PS**

Après tout ceci, la divergence bien connue du PG avec le NPA concernant un gouvernement avec le PS apparaît comme une conséquence presque normale. Voilà la position résumée du PG : *« Le PG est un outil pour battre la droite et conquérir la majorité politique autour d'un programme républicain de dépassement de la logique capitaliste... La conquête du pouvoir d'Etat par le suffrage universel n'est efficace que si elle s'appuie sur des citoyens mobilisés et acteurs de leur propre changement... Le PG a vocation à devenir majoritaire et à prendre des responsabilités gouvernementales en s'appuyant sur une mobilisation massive, populaire et citoyenne. »*

Outre que le terme revient de « dépassement de la logique capitaliste » (mais comment même l'imaginer sans détruire la propriété privée des grands moyens de la production, autrement dit du capitalisme en majesté ?), on voit bien là que le PG n'a tiré aucune leçon sérieuse des expériences de l'Union de la Gauche et de la Gauche Plurielle. On attend toujours un bilan circonstancié de la participation de Jean-Luc Mélenchon au gouvernement d'une des principales puissances capitalistes et impérialistes, sous la direction de Lionel Jospin. Sera t-il « globalement positif » ?

Une partie du débat entre nous est de portée historique, et touche à la priorité donnée aux mouvements de masse, extra institutionnels, ou à l'occupation des centres de pouvoir parlementaire pour qui veut aboutir à révolutionner le système. Mais dans la conjoncture, ce débat se double d'une esquivé. Tout se passe comme si le problème à résoudre à gauche était né après 2002, avec l'accentuation du virage social-libéral des sommets de la gauche. Et que, partant, le retour aux années fastes où ceci ne s'était pas encore vérifié était la solution.

Sans même discuter du fond de cette position, il y a là un paradoxe. Le départ de Mélenchon du PS s'est accompagné de l'affirmation juste, et répétée à l'envi, que « 80% du PS était acquis au social-libéralisme », que l'évolution du parti était irréversible, que Ségolène Royal y était victorieuse. On pourrait alors s'attendre à ce que le PG en tire les conséquences, sinon pour toutes les générations à venir, du moins en ce qui concerne ce parti là, dans cette période là, et en vienne à la conséquence inévitable : une alliance gouvernementale et parlementaire avec le PS tel qu'il est n'est pas envisageable. Mais c'est ce que le PG se refuse obstinément à dire, tout comme le PCF sur cette même question. Jusque dans les détails d'ailleurs.

Dans « LibéToulouse », Jean-Christophe Sellin au du PG affirme : « *Toulouse n'a pas élu le Parti socialiste pour les municipales, mais une équipe de femmes et d'hommes de la gauche plurielle. Je reste donc au côté de Pierre Cohen pour mettre en œuvre les orientations de gauche choisies par ce peuple souverain* ». On ne sache pas pourtant que le sort des toulousain-ne-s se soit un tant soit peu amélioré depuis la prise de fonction de la nouvelle équipe.

Comme le NPA l'a indiqué à maintes reprises, ce n'est pas la question abstraite « gouvernement ou pas » qui est en discussion à gauche (comment un parti politique pourrait-il ne pas postuler à voir ses idées mises en œuvre ?) mais pourquoi gouverner, et donc avec qui. Mélenchon s'abstenant sur la déclaration de principes du PS, voilà une position cohérente avec la volonté de gouverner à nouveau avec Aubry et Royal. Le PG y ajoute une petite musique qui consiste à laisser entendre : à condition que les rapports de force changent. Et s'ils ne changent pas ? La réponse est donnée par Die Linke qui gouverne déjà avec le SPD en position subordonnée à Berlin, et pour une politique libérale. Et elle est donnée par le PG lui-même qui n'a abandonné aucun des exécutifs régionaux ou de grandes villes en France, où pourtant le rapport de force ne lui est nulle part favorable.

Dans ces conditions, tout au plus peut-on le créditer d'une volonté de rééquilibrage de ce rapport de force. L'histoire est sans fin : en 1981 l'argument avait déjà servi à un PCF bien plus puissant qu'aujourd'hui pour entrer dans le gouvernement de Mitterrand. Avec les résultats que l'on connaît, pour lui-même et pour les travailleurs de ce pays.